

# Rentrée

## L'école à l'heure de l'évaluation permanente

Pièce de résistance de la réforme portée par le ministre de l'Éducation nationale, le contrôle généralisé des compétences n'est pas sans effets pervers.

### DÉCRYPTAGE

Par  
**MARIE PIQUEMAL**  
Photo  
**ALBERT FACELLY**

**D**ouze millions d'élèves, de la maternelle au lycée, déboulent dans les classes ce lundi. «La rentrée doit être un moment de désir et de bonheur», a dit le ministre

Jean-Michel Blanquer, mercredi lors de sa conférence de presse. Il en a profité pour lister tout ce qu'il avait annoncé depuis un an : le nouveau baccalauréat à l'horizon 2021 avec une classe de seconde remaniée dès cette rentrée, la rénovation de la voie professionnelle (qui reste encore bien floue), l'interdiction des portables dans les établissements (le

texte ne change quasi rien dans la réalité), le déploiement de son dispositif «devoirs faits», ses chorales... Il est évidemment revenu sur la mesure phare – et symbolique – du programme présidentiel : 12 élèves par classe en CP et CE1 en éducation prioritaire : «On dédouble deux fois plus de classes cette année. A cette rentrée, 190 000 élèves seront concernés par cette mesure de justice sociale, la plus importante que je connaisse.» Politiquement, c'est aussi un atout en or, permettant de clouer le bec à ceux l'accusant de mener une politique de droite. «C'est la seule chose qui va dans le bon sens, dit froidement Francette Popineau, du principal syndicat du primaire (Snuipp-FSU). On voit aujourd'hui que la réforme s'essouffle faute de moyens suffisants et surtout, les dédoublements de CP et CE1 ne suffisent pas à camoufler ce qu'il est en train de faire à côté.» Soucieuse des projets en cours, elle a le verbe acéré : «Jean-Michel Blanquer opère

une transformation profonde de l'école, un changement de paradigme.» Stéphane Crochet, de SE-Unsa n'est guère plus tendre : «Il a une vision très arrêtée de l'école, il l'assèche. A la fois conservateur sur la forme et libéral sur le fond.» Pour les représentants syndicaux, le ministre avance sur plusieurs tableaux : il annonce des mesures qui plaisent aux Français (la dictée quotidienne, l'interdiction du portable...) et «en même temps» pose des briques pour modifier en profondeur le système éducatif. Comme des morceaux de puzzle qui, mis bout à bout, dessineraient une école d'inspiration libérale. La pièce maîtresse serait ces évaluations nationales, instaurées à tous les étages.

#### Quel est l'objectif affiché ?

Le ministre de l'Éducation a décidé de multiplier les évaluations nationales, ces tests identiques permettant de mesurer le niveau de tous les élèves à un instant T. «Il doit y avoir

une montée en puissance des évaluations, ce n'est pas pour le plaisir d'évaluer mais parce que c'est un levier de progrès incontestable», a défendu Blanquer mercredi. «Cela permettra de donner des outils aux enseignants pour adapter leur pédagogie au plus près des besoins des élèves, pour mieux agir en leur faveur» et arrêter ainsi de «toujours pousser la neige plus loin». Il avait déjà enclenché son projet l'année dernière avec des évaluations à l'entrée du CP et de la 6<sup>e</sup>. Vitesse supérieure à cette rentrée : il y aura une deuxième évaluation en cours de CP (janvier ou février), ainsi qu'en début de CE1 et en seconde. Lors de la conférence de presse, le ministre a laissé entendre qu'il n'était pas exclu d'en intercaler d'autres dans le futur.

#### Est ce vraiment une nouveauté ?

Non. Notre pays est même l'un des pionniers en la matière, même si jusqu'ici, l'utilisa- **Suite page 4**

**Suite de la page 3** tion qui en a été faite a toujours été limitée. Les évaluations avaient ressurgi dans le débat public en 2008-2009, quand le ministre de l'époque, Xavier Darcos, suivi par Luc Chatel, avait voulu évaluer les élèves en cours d'année de CE1 et de CM2. Vent de tempête, les enseignants dénonçaient notamment le calendrier : les évaluations étaient programmées en cours d'année, en janvier et en mai. «Selon le moment où on les passe, ces tests n'ont pas du tout le même sens», explique Yves Duterco, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Nantes. En début d'année scolaire, ils permettent de repérer les élèves en difficulté, les enseignants peuvent se les approprier. Mais en cours d'année, quel est l'objectif ? Si c'est pour évaluer la performance du système scolaire, il n'y a pas besoin de faire passer les tests à l'ensemble des élèves, un échantillon suffit. Est-ce alors pour évaluer les performances des enseignants ? En 2009, des profs étaient entrés en résistance (les «désobéisseurs»), refusant de faire passer les tests dans leurs classes. Darcos avait cédé sa place à Chatel qui avait poursuivi le projet, avant de lâcher. Pour Yves Duterco, la politique que mène aujourd'hui Jean-Michel Blanquer (il était patron de la Dgesc, l'administration centrale de l'Éducation nationale, sous Chatel) trouve ses germes à ce moment-là : «Quand on regarde en arrière, il n'y a rien d'étonnant à ce qui est en train de se passer. La bascule s'opère aujourd'hui car la société est mûre. C'est un changement profond, on entre dans une politique éducative de performance et de résultat.»

#### Que montrent les exemples étrangers ?

Yves Duterco a étudié à la loupe les systèmes éducatifs libéraux, où évaluations et résultats ne sont pas un gros mot. Une caractéristique commune ressort : «Ce sont des sociétés où le métier de professeur ne revêt pas une haute considération dans la société.» Pour le sociologue Pierre Merle, auteur des *Pratiques d'évaluation scolaire* (PUF), «le modèle que veut Jean-Michel Blanquer a montré ses limites à l'étranger», notamment en Angleterre (lire ci-contre) et aux États-Unis. Il énumère «les effets pervers», notamment ces professeurs qui en viennent à enseigner... en fonction des tests. Par ricochet, explique-t-il, le champ des

**Ces évaluations prennent une autre résonance quand on les rapproche des réformes dans les tuyaux. A commencer par cette prime au mérite, sortie du sac juste avant les vacances d'été.**

apprentissages se réduit car «construire des tests solides n'est pas simple techniquement. Ce n'est pas possible pour toutes les matières». Autre dérive, étayée par la recherche scientifique : le stress engendré par ces évaluations à répétition. Que ce soit pour le corps enseignant qui se voit évalué, mais aussi les parents et les enfants. Interrogé lors de la conférence de presse, Blanquer a balayé d'un revers cette accusation, reprochant aux commentateurs (à commencer par les journalistes) d'attiser encore une fois des inquiétudes sans fondement : «On doit aborder ces évaluations de façon décontractée. L'un de mes devoirs de cette rentrée est d'enlever ce venin de l'anxiété derrière les évaluations. N'essayons pas de créer des peurs, elles ne sont pas anxiogènes mais rassurantes au contraire.» Pierre Merle, agacé : «Évidemment qu'une évaluation est stressante ! Dire le contraire, c'est ignorer toutes les recherches en la matière. Le ministre n'est-il pas sensible à sa cote de popularité ?»

#### Pourquoi les syndicats s'inquiètent-ils tant ?

Le ministre répète que ces outils d'évaluation servent sa politique de lutte contre l'échec scolaire et les inégalités sociales. «C'est bien en soutien aux enseignants que nous les mettons en place», dit-il. Mais pour Claire Krepper, du Snes (syndicat majoritaire du secondaire), le discours est ambigu : «Au début, ces évaluations nous ont en effet été présentées comme une aide. Puis cet été, on a entendu le Premier ministre en parler comme d'un outil d'évaluation des politiques publiques. Cela change tout !» Surtout, dit-elle, ces évaluations prennent une autre résonance quand on les rapproche des réformes dans les tuyaux. A commencer par cette prime au mérite, sortie du sac juste avant les grandes vacances d'été. Début juillet, le ministre a annoncé vouloir conditionner une partie de la prime versée aux profs de l'éducation prioritaire «aux progrès des élèves et à l'accomplissement du projet d'école et d'établissement qui y contribue». Stéphane Crochet, de SE-Unsa, lit entre les lignes : «Cette mesure n'est-elle pas un ballon d'essai pour l'étendre à toute la profession ?» Autre annonce qui fait frémir les syndicats : la création d'une «instance nationale de l'évaluation» au premier trimestre 2019 alors qu'il existe déjà la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) et le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco). Le 1<sup>er</sup> août, un communiqué de presse du Premier ministre a précisé le rôle de cette instance nationale de l'évaluation : «Assurer une évaluation régulière et transparente des établissements scolaires.» En se basant sur ces évaluations que les élèves s'apprentent à passer ? Si elles venaient à être rendues publiques à la façon des indicateurs des lycées, elles vont exacerber la concurrence entre établissements dès le primaire. Et donc encourager les tentatives des parents pour éviter les écoles les moins bien notées. ◀